

Paris, le 27 mai 2009

Le Président de la CPU

A

Monsieur Xavier DARCOS  
Ministre de l'Education Nationale,  
110, rue de Grenelle  
75 357 PARIS SP 07

Monsieur le Ministre,

Prenant connaissance des projets de décret relatif au statut particulier des professeurs certifiés et des professeurs agrégés qui doivent être présentés le 27 mai au CTPM et intègrent des dispositions permanentes et transitoires, nous voudrions vous exprimer notre profond étonnement.

Sur la forme, il est pour le moins surprenant que nous n'ayons pas été informés de ces projets dont nous avons eu connaissance par hasard alors que les universités sont impliquées au premier chef dans la formation initiale et continue des enseignants.

Sur le fond, il nous apparaît difficilement acceptable de découvrir un certain nombre de dispositions dites permanentes qui donnent à la réforme un cadre pré-établi. En effet, les conditions de candidature aux concours de l'agrégation et du CAPES tout comme les conditions de nomination comme fonctionnaire stagiaire des candidats admis au CAPES définissent un modèle de formation initiale des futurs enseignants et donc d'organisation des cursus. Or, la CPU s'est engagée fortement au sein de la commission de concertation sur la formation des maîtres : Daniel FILATRE, président de l'université de Toulouse 2 et président de la commission de la pédagogie de la CPU a accepté de co-présider cette commission ; deux autres présidents d'université ainsi que le directeur de l'ENS en sont membres parmi de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur qui ont été sollicités. Par cet engagement, la CPU entendait prendre toute sa part à l'indispensable débat de fond sur la réforme, débat que l'ensemble des acteurs concernés appellent de leurs vœux.

Nous maintenons notre volonté que ce débat se déroule au préalable à toutes dispositions permanentes sur le recrutement et la formation des enseignants. C'était bien le sens de la lettre de mission que vous avez adressée avec Madame PECRESSE à Messieurs MAROIS et FILATRE le 21 avril dernier, leur demandant de présider cette commission nationale de concertation sur la réforme du recrutement et de la formation des maîtres et confiant à cette commission la charge d'élaborer des propositions et des recommandations sur la réforme applicable à partir de l'année universitaire 2010/2011, à savoir : les contenus et les modalités des concours, la nature des masters et la question de leur adossement à la recherche, l'articulation entre les masters et les concours (y compris l'agrégation), la place des stages

étudiants dans les cursus de masters, et la participation des universités dans la formation continuée des enseignants débutants.

Vous comprendrez donc, Monsieur le Ministre, que nous ne pouvons accepter ces projets de décret qui mettent en cause les finalités des travaux de cette commission de concertation. Vous comprendrez également que nous soyons choqués que vous n'ayez pas pensé à nous informer de ces projets.

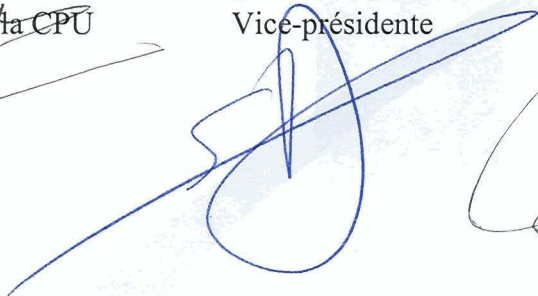
C'est pourquoi nous vous demandons de ne publier que les textes relatifs à l'année de transition, de façon à permettre aux groupes de travail et à la commission de concertation de rendre publiques leurs propositions, dans les délais que nécessitent les débats et la concertation de chacune de ces instances. Ceci permettra de maintenir votre volonté initiale, partagée avec Madame Valérie PECRESSE, que ce débat préalable large et ouvert, initialement prévu ait lieu.

Nous vous prions, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Lionel Collet  
Président de la CPU



Simone Bonnafous  
Vice-présidente



Jacques Fontanille  
Vice-président

